

# LIBERTÉ – ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

« le droit par la démocratie et la paix » Jean Jaurès

Paris et Saint-Denis ont subi des attentats d'une violence extrême.



La France est sous le choc.

**Les citoyen-ne-s n'en peuvent plus** de cette menace et veulent **comprendre et agir pour vivre en paix.**

Des dizaines de vies, souvent jeunes, ont été brutalement interrompues. Des milliers de citoyens, de femmes, d'hommes, d'enfants, témoins, familles ou proches, sont directement confrontés au malheur. C'est notre peuple tout entier qui a été agressé de manière aveugle, barbare dans son quotidien, dans sa vie. Depuis 15 ans, La "guerre de civilisation" de Bush en Afghanistan, la destruction de l'Irak, l'intervention en Libye et maintenant en Syrie, loin de supprimer le terrorisme, n'ont fait que l'alimenter. .

**S'attaquer à Daesh, c'est**

➡ **Assécher son financement**, en arrêtant d'acheter son pétrole, en stoppant le commerce des armes...et en s'interrogeant sérieusement sur le rôle de certains pays du golfe, voire du comportement de la Turquie,

**Mettre en place une vraie coalition internationale sous mandat de l'ONU**, une véritable Europe qui pour l'instant a failli à sa mission, laissant seule la France en 1<sup>o</sup> ligne, privilégiant simplement les capitaux

➡ **remettre l'Humain au coeur pour faire reculer le désespoir comme la violence.**



## Sûreté et Liberté

Face à la violence d'attaques multiples, l'état d'urgence était justifié. Les forces de police, la justice doivent disposer des moyens nécessaires pour réagir avec fermeté et célérité. La sûreté de toutes et de tous doit être une priorité. Mais elle doit être assurée indissociablement de la protection des libertés et des droits fondamentaux qui fondent notre République. Sacrifier une part de liberté serait de fait une victoire pour les terroristes de Daesh. Pour protéger notre peuple il faut des moyens pour les services publics et là, il y a un vrai débat qui montre que l'austérité n'est pas compatible avec la guérison de maux terribles qui minent notre société, dont cette grave menace terroriste.

## La violence terroriste révèle les maux de nos sociétés.

Comment des jeunes français ont pu commettre de tels actes, comment ont-ils pu sacrifier leur vie pour tuer, massacrer ? Bien sûr, il y a le fanatisme, les dérives sectaires, la manipulation, l'absence de culture. Mais une société comme la nôtre, où l'argent est érigé en valeur absolue au détriment du travail et où les inégalités croissent année après année, ne peut que générer de l'exclusion, de la violence. Le vivre ensemble qui nous est cher, qui est au cœur de la République a un prix. Il faut réorienter les immenses richesses vers l'épanouissement humain : l'école, l'éducation, la culture, le travail. Elles sont les seules réponses au désespoir, à la perte de sens.

## Non à la stigmatisation !

Le piège tendu par Daesh est simple : déstabiliser et diviser la société par la terreur et l'effroi. C'est pourquoi nous récusons la notion « d'ennemi de l'intérieur » utilisée par Valls et qui renvoie, de l'affaire Dreyfus aux guerres coloniales en passant par Vichy, aux pires heures de notre histoire.

De même que nos libertés et nos droits, toute la population sans aucune discrimination d'origine, de culture, d'opinion ou de religion doit être protégée.

Pas de boucs émissaires !

Encore moins les réfugiés auquel la France doit hospitalité et asile, plus encore quand ils ont vécu la terreur de Daesh au quotidien.

## Résister à la logique de guerre

Ces attaques sans précédent sur Paris signent l'échec de 15 ans de guerre. La « guerre de civilisation » de Bush en Afghanistan, la destruction de l'Irak, l'opération libyenne, la guerre oubliée du Yémen alimentent cette folie meurtrière. Il faut mettre en place une large coalition internationale sur mandat de l'ONU qui au-delà du combat contre Daesh, Al Qaida et autres organisations, doit viser la reconstruction de ces régions, le retour au pays des milliers de réfugiés et une coalition décidée à établir une paix durable dans la région.

## Les élections régionales

Dans ce contexte exceptionnel comment vont se tenir les élections régionales de décembre ? Ce scrutin sera **le premier rendez-vous national après le 13 novembre**, une participation maximum sera **un acte de résistance politique et démocratique à la terreur**. Il est indispensable que des mesures exceptionnelles soient prises pour le pluralisme, l'égalité des listes. Les médias peuvent et doivent y jouer un grand rôle. Il s'agira d'exprimer des choix politiques priorisant **la justice, la démocratie réelle, le développement des services publics**, s'unir **contre la loi de l'argent et l'austérité**, la misère sociale et culturelle. Autant de **préoccupations que portent les candidats communistes et du Front de gauche**.